

La guerre en Afghanistan: Contre la guerre, contre l'armée

Tous les jours, tant dans les journaux télévisés qu'écrits, on entend parler de la guerre en Afghanistan comme une intervention humanitaire. Mais qu'en est-il vraiment ? Certes, les Afghans et les Afghanes ont tout un pays à reconstruire, mais l'occupation militaire ne va pas du tout dans ce sens, bien au contraire ! Depuis la fin officielle des combats, beaucoup de civil-e-s et de militaires afghans sont morts et mortes, meurent encore quotidiennement et, malheureusement, continueront de mourir des conséquences directes et indirectes de l'occupation. Cela étant dit, il reste que les classes dominantes du Canada, par le biais des médias de masse, tentent de nous faire croire que « notre » participation au conflit en Afghanistan est motivée par des fins humanitaires, alors qu'il en est tout autrement.

Tout d'abord, il est important de se rappeler que l'invasion de l'Afghanistan, orchestrée par le gouvernement américain, se voulait une réponse aux attaques du 11 septembre. Toutefois, la guerre en Afghanistan était sans aucun doute à l'ordre du jour du gouvernement républicain plusieurs mois avant les attentats étant donné le temps nécessaire pour préparer une intervention militaire d'une telle ampleur, selon Michel Chossudovsky dans le Monde Diplomatique. Il est aussi intéressant de garder en tête que l'administration américaine avait des négociations jusqu'en juillet 2001 avec le gouvernement des Talibans qui, rappelons-le avaient été financés et armés par Washington lors de la guerre entre l'Afghanistan et l'URSS de 1979 à 1989, ce qui a été avoué par Brezinski, conseiller à la défense sous Carter. Ces discussions avaient lieu afin d'obtenir le droit de construire des oléoducs dans ce pays. Ainsi, l'administration Bush qui, on le sait déjà, est appuyée principalement par les compagnies pétrolières et d'armement américaines, avait des intérêts économiques indéniables à protéger en envahissant l'Afghanistan. Les évènements du 11 septembre ne faisaient que donner un prétexte idéologique pour agir aux classes dirigeantes américaines. Toutefois, il ne faut pas se leurrer, le Parti démocrate américain aurait aussi profité de l'occasion pour défendre ses intérêts qui, bien que légèrement divergents parce que appuyés par une autre frange des grandes entreprises américaines, auraient été assurés par des moyens différents tant au niveau tactique qu'idéologique.

C'est donc dans cette lignée que se situe l'intervention militaire canadienne en Afghanistan, par le biais de sa participation à la coalition de l'OTAN. Il ne s'agit donc pas d'une mission de maintien de la paix mais bien d'une occupation qui ne sert qu'à maintenir un gouvernement sans aucune légitimité démocratique puisqu'il est imposé par la force au peuple afghan. En effet, l'Alliance du Nord a été choisie par l'administration Bush et ses alliés non pas pour leurs projets de programmes sociaux mais pour leur coopération envers différents projets d'investissements américains et des autres puissances impérialistes impliquées.



Il serait hors de question pour le Canada, comme pour tous les autres pays de la coalition, de participer à cette mission, comme à n'importe quelle intervention militaire, s'ils ne bénéficiaient d'aucunes retombées économiques. En effet, si « Les États-Unis ont […] refroidi leurs relations avec des pays comme la France, le Canada ou le Mexique […] [en octroyant des] contrats de reconstruction de l'Irak à des entreprises originaires de pays ayant soutenu la guerre, mais pas à celles de pays qui s'y sont opposés. »1, il est évident que le Canada a décidé de soutenir les États-Unis pour mettre la main sur des contrats de reconstruction lucratifs. Sinon comment expliquer les dépenses de millions, voire de milliards de dollars dans l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak alors que, suivant leur logique officielle, les classes dirigeantes des grandes puissances auraient dû intervenir au Darfour où il y a probablement la plus grande crise humanitaire du moment. Il faut ajouter que l'occupation permet aussi au gouvernement en place de légitimer l'investissement de 15 milliards de dollars dans le nouvel équipement pour l'armée. En effet, comment vendre aux contribuables l'idée de la nécessité de financer l'armée si celle-ci n'est pas utilisée ? Plusieurs attribuent cette attitude au fait que le Parlement soit contrôlé par le Parti conservateur et que celui-ci ait une vision différente de la mission de l'armée canadienne. Il faut toutefois rappeler que l'occupation a commencée sous les libéraux…

Et si cette intervention, bien que principalement motivée par des intérêts économiques, permettait tout de même à la population de se défaire d'un gouvernement sanguinaire, où est le mal ? Il faut plutôt se demander si l'invasion américaine et l'occupation des forces de la coalition améliorent réellement les conditions de vie des Afghans et des Afghanes. À ce propos, l'idée de remplacer le système ultraconservateur des Talibans par celui soutenu par l'Alliance du Nord n'est certes pas rassurante. En effet, la feuille de route de ces alliés des États-Unis est loin d'être enviable. Non seulement ont-ils été coupables de nombreux crimes de guerre, tels que des massacres et des viols à grande échelle pendant les conflits armés contre leurs opposants, selon plusieurs organisations internationales dont Human Rigths Watch, mais leur règne, qui dura jusqu'en 1996, ressemblait en plusieurs points à celui des Talibans, notamment au niveau des conditions des femmes, puisque ce sont eux qui ont instauré la loi islamique en Afghanistan et qui continuent à l'appliquer insidieusement tout en étant protégés par « notre » armée. Il ne s'agit pas ici de nier le rôle extrêmement néfaste des Talibans, mais plutôt de démasquer le mensonge qu'est le rôle prétendument positif de l'intervention des forces des différents pays de l'OTAN. .En effet, il ne faut pas oublier que des milliers de civil-e-s meurent chaque jour en Afghanistan directement à cause des combats ou par la détérioration de leur niveau de vie dû à la destruction d'une grande partie des infrastructures du pays telles que les stations d'épuration d'eau, les routes et les centrales électriques.

[Suite au verso...]

Pour vous tenir au courant de nos activités, vous pouvez vous abonner à notre liste de diffusion "info@nefac.net" en y envoyant un message avec "abonnement à la liste" comme sujet.

TOURNÉE DU QUÉBEC ET DE L'ONTARIO



1ER NOVEMBRE
13:00
COLLÈGE DAWSON

1ER NOVEMBRE
19:00
UNIVERSITÉ CONCORDIA

---

2 NOVEMBRE
18:30
4518 RUELLE GÉNÉREUX 3E ÉTAGE COIN PAPINEAU/ MT-ROYAL

---

11 NOVEMBRE
18:30
DU SYNDICALISME À L'INSURECCTION TOC-TOC CAFÉ DU PARC COIN VAN HORN

Le Conseil Indigène Populaire de Oaxaca "Ricardo Flores Magón" (CIPO-RFM) est une organisation qui regroupe une vingtaine de communautés autochtones de l'État de Oaxaca, au Mexique. Leur mission est la reconstitution et la libre association des peuples autochtones par l'autonomie et l'action directe pour, entre autres : promouvoir, diffuser, et défendre les droits humains, territoriaux, sociaux, politiques et culturels des peuples et individus ; les aider à s'organiser de manière libertaire ; initier des projets durables d'autosuffisance qui permettent le développement intégral des communautés autochtones tout en respectant les écosystèmes et les cultures locales, s'engager dans la défense et la sauvegarde de la nature et du territoire.

Ils ont choisi le nom de Ricardo Flores Magon parce qu'il était autochtone, parce qu'il s'est battu pour la liberté et alors qu'il était natif de Oaxaca, son cœur, ses pensées et son œuvre avait pour finalité la libération de tous les peuples de la terre. Adopter les principes de Magon implique que le CIPO-RFM se bat sans vouloir s'enrichir ou pour un bénéfice personnel mais plutôt pour abolir l'arrogance, l'autorité, et les mensonges. Cela implique aussi qu'ils ne cherchent pas a prendre le pouvoir ni a s'imposer a personne :

« utiliser l'aide mutuelle comme base ; la solidarité, l'action direct et l'autonomie comme voie ! »

ORGANISÉ PAR:



ICI LA OTRA
ADHERANTS A LA SIXIEME DECLARATION DE L'EZLN AU QUEBEC
ici_lasexta@yahoo.ca

FÉDÉRATION DES COMMUNISTES LIBERTAIRES DU NORD-EST
NEFAC
WWW.NEFAC.NET / MTL@NEFAC.NET
UNION LOCALE DE MONTREAL



MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES AUTOCHTONES
- GUELPH -

Visitez le www.nefac.net pour tous les renseignements et mises à jour

---

Enfin, alors que la raison officielle de plusieurs gouvernements nationaux pour justifier l'occupation de l'Afghanistan est la « lutte contre le terrorisme », il est évident que ce genre d'intervention, plutôt que d'apaiser les tensions, ne fait que les attiser. En effet, de tels évènements ont pour effet d'exacerber les conflits qui opposent déjà les différents groupes au sein de la société et offrent un potentiel de radicalisation énorme puisque la violence à laquelle la population fait face n'est pas seulement économique ou idéologique mais plutôt, et surtout, physique. C'est pourquoi des mouvements qui peuvent sembler dépassés tels que les Talibans réussissent toujours à réunir d'autres tendances réactionnaires pour faire front commun contre l'occupant.

Toutefois, il ne faut pas mettre tout le monde dans le même panier, les résistants et les résistantes ne sont sans doute pas tous et toutes des islamistes radicaux et radicales, certains et certaines sont des gens qui en ont assez de l'occupation et sont prêt à prendre les armes pour y mettre fin. Il faut aussi ajouter qu'un simple calcul permet de constater que les interventions en Irak et en Afghanistan ont fait, au minimum, six fois plus de victimes que tous les attentats terroristes dans le monde depuis 1968 selon www.unknownnews.net. Il s'agit là d'une disproportion qui dépasse le cadre du simple manque de mesure dans les moyens entrepris pour faire « la guerre au terrorisme », ce concept n'est qu'une mascarade qui cache les véritables intérêts des classes dominantes pour faire la guerre, les intérêts économiques.

Il va sans dire que tout l'argent investi dans les forces armées et dans l'occupation de l'Afghanistan aurait pu servir à des fins beaucoup plus constructives, comme dans l'éducation ou dans d'autres programmes sociaux, tant ici que là-bas. En effet, la seule manière d'instaurer une démocratie viable en Afghanistan serait d'investir dans les mouvements sociaux de la base, ce que les gouvernements ne feront jamais puisque ça irait complètement à l'encontre des intérêts économiques de ces mêmes puissances impérialistes. C'est pourquoi nous nous opposons à cette logique du profit avant les besoins de base de l'humanité, qui ne pourront être remplis que par une économie gérée de manière sociale, par des conseils fédérés internationalement de travailleurs et de travailleuses, ceux et celles qui créent la richesse depuis toujours mais qui n'ont jamais eu le contrôle sur la planification de la production.

Nous nous devons donc d'imposer le retrait des troupes de l'Afghanistan qui occupent en notre nom, contre notre volonté. En effet, selon ce que nous venons de voir, les classes dirigeantes des pays impliqués ont des intérêts économiques en jeu, c'est pourquoi ils ne les retireront que si nous les obligeons à le faire. Historiquement, au Québec de nombreux conflits ont éclaté entre la population et le gouvernement. Notons à ce propos les trois jours d'émeutes à Montréal contre la guerre des Boers en 1899, ainsi que le soulèvement populaire à Québec qui dura plusieurs jours contre la conscription au printemps 1918 et où le gouvernement a été obligé d'envoyer l'armée, ouvrant ainsi le feu sur la foule et faisant 5 morts et des dizaines de blessés. Mais au delà de la remise en question de l'occupation, il est important aussi de se questionner sur l'existence même de l'armée en tant qu'institution, puisque cette intervention militaire impérialiste n'est pas la première et assurément pas la dernière. Nos efforts ne doivent donc pas s'arrêter à cette manifestation mais nous devons en tout temps augmenter la pression sur le gouvernement en radicalisant nos actions et notre analyse de la situation actuelle et du système qui l'engendre.

Contre la guerre, contre l'armée, contre l'État, contre le capitalisme. Pour une alternative libertaire.

1-http://www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/elections_EU2004/bush/bush04.shtml